



DANS CE NUMÉRO:
AFFICHE DÉTACHABLE SUR
LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES
>> DOUBLE PAGE CENTRALE
DÉFEND LES RÉGIMES DE RETRAITE
DES EMPLOYÉS D'OLG >> PAGE 2
REPRISE DES TRAVAUX DU GROUPE
DE TRAVAIL SUR LES SECTIONS
LOCALES >> PAGE 8

VOLUME 3, NO 19

WWW.UNIFOR.ORG

24 SEPTEMBRE 2015



uniforum



Les délégués au récent Conseil de la Colombie-Britannique d'Unifor ont discuté des façons dont ils pouvaient défaire le gouvernement Harper aux élections fédérales du 19 octobre.

Les votes des travailleurs et des jeunes

Les votes des travailleuses et travailleurs et des jeunes seront déterminants pour défaire le gouvernement Harper, et il appartient aux membres d'Unifor de se mobiliser et de s'assurer que cela se produit.

Roland Kiehne, directeur de l'action politique d'Unifor, a mentionné au Conseil régional de la Colombie-Britannique qu'un effort particulier devait être accompli pour faire passer le pourcentage de membres votant pour les conservateurs de 27 à 20 environ.

« Si nous y parvenons, Harper n'aura aucune chance de remporter les élections », a-t-il précisé.

M. Kiehne a indiqué que, d'après les sondages, le NPD n'aurait pas gagné les élections en Alberta si les syndiqués ne l'avaient pas fermement appuyé. Selon lui, le même scénario est possible à l'échelle nationale.

Peter Julian, candidat du NPD dans la circonscription de Burnaby-New Westminster, a indiqué que la vague orange au Québec et la victoire du NPD

Réunion du Conseil de la C-B

Le troisième Conseil de la Colombie-Britannique d'Unifor s'est ouvert par une célébration des efforts accomplis et un appel à l'action soutenue, tant en milieu de travail qu'en campagne électorale, pour défaire le gouvernement Harper.

« Nous sommes persuadés que nos membres ne rééliront pas ce piètre gouvernement, car ils savent, comme nous le savons, à quel point il a fait de tort

>> Suite à la page 2

Partenariat transpacifique qui menace les emplois dans l'industrie de l'automobile

À la grandeur de l'Ontario, des conseils de comté et des conseils municipaux demandent au gouvernement fédéral de rejeter le Partenariat transpacifique qui menace jusqu'à 25 000 emplois dans l'industrie des pièces d'automobiles au Canada.

« Le gouvernement Harper se hâte de signer une entente avant les élections fédérales, même au risque de sacrifier des emplois de qualité au Canada », a affirmé le

président national d'Unifor Jerry Dias.

Les pays ont repris les pourparlers cette semaine dans l'espoir de parvenir à une entente d'ici la fin du mois.

Lors d'un récent débat électoral, le premier ministre Stephen Harper a avoué que l'industrie de l'automobile n'allait probablement pas être ravie du Partenariat transpacifique.

« Cet aveu est étonnant, a fait

>> Suite à la page 7

>> Suite à la page 7

Les camionneurs accueillent favorablement la démission

La démission-surprise du commissaire en matière de transport de conteneurs par camion Andy Smith ouvre beaucoup de nouvelles perspectives pour l'industrie, d'après Unifor, qui a hâte d'avoir l'occasion de travailler avec le prochain commissaire, surtout que M. Smith refusait de mettre en œuvre le plan du gouvernement provincial concernant les taux de salaire des camionneurs.

« Des milliers de dollars sont toujours dus aux camionneurs de nombreuses entreprises, a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor. Il est impossible d'assurer le bon fonctionnement de l'industrie sans surveillance adéquate. »

Les sommes non versées qui avaient été promises aux camionneurs à l'issue de la grève qui a eu lieu au port en mars 2014 comptent parmi les principales préoccupations des chauffeurs de camion porte-conteneurs.

Bien que les camionneurs soient retournés au travail comme ils s'y étaient engagés, la majorité des entreprises regimbent à leur accorder une augmentation de salaire. Dès le départ, M. Smith a refusé d'appliquer les nouveaux taux de salaire.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Protéger les régimes de retraite des travailleurs du secteur des jeux de hasard

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) a mis en lock-out les travailleuses et travailleurs de trois casinos de la province en raison d'un conflit lié aux régimes de retraite.

« Lorsque les casinos ont ouvert leurs portes en Ontario, on nous a promis de protéger les emplois de qualité dans l'industrie des jeux de hasard », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario, aux militants d'Unifor rassemblés le 11 septembre devant le siège social d'OLG à Toronto.

Brandissant des pancartes qui indiquaient « Protégeons notre régime de retraite », environ 50 membres d'Unifor ont manifesté contre le soi-disant « programme de modernisation » d'OLG, qui autorise la vente de casinos ontariens au secteur privé tout en



Les militants d'Unifor ont dernièrement manifesté à l'appui de régimes de retraite avantageux pour les employés d'OLG.

excluant les régimes de retraite des conventions collectives.

Comme l'adjointe Deb Tveit l'a fait remarquer, les nouveaux accords de vente des casinos ne contiennent aucune disposition sur les régimes de retraite.

Les travailleuses et travailleurs

des casinos de Brantford, de Sudbury et de Woodbine ont été mis en lock-out le 19 septembre.

Le président d'Unifor Jerry Dias envisage de rencontrer la première ministre Kathleen Wynne pour discuter des régimes de retraite.

>> Suite de "Réunion du Conseil de la C-B" on page 1

aux travailleurs », a affirmé Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor.

Lors de ses observations, la stratège politique Kathleen Monk a abordé la tâche qui attendait les membres d'Unifor lors de la campagne électorale fédérale.

Malgré les faux pas majeurs commis par les conservateurs pendant la campagne, elle était d'avis qu'il ne fallait rien tenir pour acquis puisque notre système uninominal à majorité simple créait plusieurs scénarios permettant à Stephen Harper d'être réélu premier ministre avec encore moins de voix qu'en 2011.

Pour sa part, Rolly Kiehne, directeur de la mobilisation des membres et de l'action politique d'Unifor, a utilisé les sondages pour démontrer que les syndiqués, surtout en Colombie-Britannique, avaient le pouvoir d'empêcher la réélection de Stephen Harper.



Le président national d'Unifor Jerry Dias a pressé les délégués au Conseil de la Colombie-Britannique de participer à la campagne électorale.

Le président national Jerry Dias a parlé des politiques de « concentration de la richesse » mises en œuvre par le gouvernement Harper au fil des ans.

« C'est notre rôle, en tant qu'organisation progressiste, de s'assurer que l'égalité est un enjeu électoral prioritaire », a-t-il affirmé.

Tout au long du week-end, les délégués d'Unifor ont débattu d'autres enjeux importants qui touchaient les Britannico-Colombiens.

Ils ont adopté une résolution contre les mesures d'austérité en Colombie-Britannique et ont résolu de riposter aux attaques contre la négociation collective et les services publics en solidarité avec la British Columbia Federation of Labour.

Pour marquer l'augmentation du salaire minimum de 0,20 \$ le 15 septembre, les délégués et déléguées ont aussi résolu d'intensifier la campagne provinciale visant à faire passer le salaire minimum à 15 \$.



Les délégués au Conseil de la C-B manifestent leur appui aux services de garde, aux soins de santé et à d'autres enjeux pendant la campagne électorale.

>> Suite de "Les votes des travailleurs..." on page 1

en Alberta étaient en partie attribuables à l'augmentation de la participation électorale et a encouragé les membres d'Unifor à convaincre leurs voisins, les jeunes et les travailleurs à faible revenu d'aller voter.

« Nous devons accroître le taux de participation électorale d'un océan à l'autre, a-t-il déclaré. Cette forme de contact personnel peut faire toute la différence. »

Patty Barrera du Service de l'action politique d'Unifor a brièvement présenté quelques-uns des outils que les membres peuvent utiliser pour défaire Stephen Harper.

« Vous n'avez qu'à nous dire que vous voulez vous impliquer, a-t-elle mentionné. Nous vous trouverons quelque chose à faire et nous vous procurerons les outils nécessaires. »

Les délégués et délégués ont adopté à l'unanimité une

résolution visant à demander aux sections locales de travailler avec les coordonnatrices et coordonnateurs régionaux du Service de l'action politique pour mobiliser leurs membres en vue des élections.

« Nous devons travailler avec ardeur au cours des 37 prochains jours, car notre tâche est loin d'être terminée », a indiqué Simon Lau, coordonnateur régional des élections du Lower Mainland.

Brigitte DePape, porte-

parole de la campagne visant à encourager le vote chez les jeunes du Conseil des Canadiens, a affirmé que 84 p. 100 des personnes de 18 à 35 ans voulaient un changement de gouvernement et a demandé aux délégués de parler aux jeunes qu'ils connaissent pour s'assurer qu'ils votent.

« Si nous transformons ce désir en action, nous pourrions réellement changer la donne », a-t-elle souligné.

>> Suite de "es conseils municipaux..." on page 1

remarque M. Dias.

Aucun autre pays ne négocierait un accord néfaste pour sa principale importation. »

Les pourparlers entourant le Partenariat transpacifique, qui font intervenir 12 pays, ont achoppé en juillet, en partie à cause d'une entente secrète entre les États-Unis et le Japon qui abaisserait considérablement le plafond relatif au contenu des pièces d'automobiles fabriquées dans la zone transpacifique.

La réduction du plafond suppose qu'un nombre accru de pièces pourrait être importé de pays comme la Chine et la Thaïlande, qui ne sont pas membres du Partenariat transpacifique, pour remplacer les pièces canadiennes.

« Abaisser les seuils de contenu liés aux pièces et aux véhicules revient à ouvrir grand la porte arrière de notre marché aux produits fabriqués en Chine et d'autres pays non signataires, a déclaré M. Dias. Cette mesure

menace directement des milliers d'emplois de qualité dans le secteur manufacturier au Canada, exactement le type d'emplois dont nous avons besoin. »

M. Dias a également demandé des mesures pour assurer un commerce réciproque en ce qui concerne les véhicules finis.

Les conseils locaux d'Ingersoll, du canton de Zorra et du comté d'Essex, en Ontario, ont déjà adopté des résolutions priant les négociateurs canadiens de défendre les emplois au Canada. Ce point sera soumis au Windsor le 5 octobre.

L'économiste Jim Stanford d'Unifor, qui suit de près les pourparlers, soutient que la réduction des seuils met en péril jusqu'à 26 400 emplois.

Unifor a formé un groupe de travail composé de représentants nationaux et de sections locales pour coordonner ses initiatives relativement aux pourparlers.

« Unifor appuie le commerce équitable et équilibré, ce que le Partenariat transpacifique n'est pas », a déclaré M. Dias.

Unifor aide les réfugiés syriens

Les membres d'Unifor sont profondément touchés par la crise des réfugiés syriens, et le Fonds de justice sociale et le syndicat national d'Unifor font équipe avec un organisme d'établissement pour financer la réinstallation de cinq familles syriennes.

En outre, le Fonds de justice sociale fait un don de 160 000 \$ à la division canadienne du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ACNUR), pour offrir aux migrants syriens vivant en Jordanie l'aide dont ils ont désespérément besoin.

Le syndicat travaillera avec ses sections locales à la grandeur du pays pour réunir des fonds supplémentaires afin de venir en aide à davantage de réfugiés syriens. Le président national d'Unifor Jerry Dias encourage les membres et les représentants à faire des dons à Oxfam.

Les dons de particuliers à Oxfam sont admissibles au jumelage de fonds du

gouvernement fédéral. Cependant, les dons des sections locales, n'y sont pas admissibles.

« Je n'arrive pas à chasser de mon esprit l'image du petit Alan Kurdi repêché sur la plage », a dit M. Dias aux délégués au Conseil régional de la Colombie-Britannique.

Oxfam a créé un lien pour les dons des membres d'Unifor : oxfam.ca/unifor.

« Nous devons réformer notre système d'immigration d'urgence pour qu'il soit efficace et conforme aux valeurs canadiennes, a indiqué M. Dias. La crise actuelle est le constat le plus récent de notre échec à apporter une contribution internationale significative à la réinstallation des réfugiés. »



Unifor
Fonds
de justice
sociale

DANS CE NUMÉRO Uniforum arbore un nouveau look cette semaine pour faire place à un timbre-poste sur l'infolettre et à de nouvelles enveloppes. La prochaine étape consistera à ne plus utiliser d'enveloppes. Cette nouvelle conception permet de publier des articles plus longs et d'épurer l'infolettre. Le présent numéro contient une affiche électorale ainsi que des articles sur le Conseil de la C-B, le Partenariat transpacifique, les élections et bien d'autres sujets.

Reprise des travaux du Groupe de travail sur les sections locales

Unifor reprend de plus belle son initiative de revitaliser ses sections locales et prévoit des réunions à la grandeur du Canada au cours des prochains mois. La première série de réunions, qui se situait dans le prolongement des travaux réalisés au début de l'été, a eu lieu dans les Maritimes la semaine dernière. Les membres d'Unifor ont eu la chance de discuter de leurs difficultés et de leurs réussites à quatre occasions distinctes.

« La section locale est au cœur de notre syndicat, et nous deviendrons plus forts seulement si nous travaillons ensemble et si nous tirons des enseignements de nos expériences », a déclaré Ken Lewenza, président du groupe de travail et ancien président retraité des TCA.

Les représentantes et représentants des sections locales d'Edmundston, de Saint John, de Moncton et de Halifax ont discuté de nouvelles stratégies pour accroître la participation aux activités syndicales, repenser l'assemblée syndicale traditionnelle, attirer les jeunes travailleuses et travailleurs et les membres moins engagés grâce à des événements communautaires, et répondre aux préoccupations et aux besoins des membres.

« Les Maritimes comptent un certain nombre de sections locales novatrices qui essaient de nouvelles choses et qui se renforcent en communiquant efficacement avec leurs membres », a souligné M. Lewenza.

Le Groupe de travail sur les sections locales effectue une



Les réunions du Groupe de travail sur les sections locales donnent la chance aux membres de discuter de moyens de renforcer leurs sections locales.

tournee nationale. Il s'arrêtera à Antigonish et au Cap-Breton d'ici la fin de l'année.

Il tiendra également des réunions dans plusieurs villes de l'Ontario au cours des prochaines semaines, ainsi que dans les Prairies et en Colombie-Britannique.

Ces réunions font suite aux nombreuses séances organisées

pendant la première moitié de l'année.

Les membres sont encouragés à répondre à l'enquête en ligne et à surveiller les dates des prochaines réunions organisées dans différentes villes à l'adresse <http://www.unifor.org/fr/passer-a-l'action/compagnes/le-groupe-de-travail-sur-les-sections-locales-unifor>